

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
rue Pierre Bonnard
CS87564
64000 Pau

Pau, le 05/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EURALIS CEREALES

100 Imp. de Peirafeira
64270 Ramous

Références : DREAL/2026D/887
Code AIOT : 0005202782

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement EURALIS CEREALES implanté RTE NATIONALE 117 64270 Ramous. L'inspection a été annoncée le 19/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du site de Ramous est la première inspection du site depuis son passage en régime DC et a pour thème principal la prévention des risques accidentels, notamment :

- La prévention des risques d'incendie, et d'explosion.
- La conformité des installations (électricité, manutention, moyens de lutte contre l'incendie).
- L'adéquation des procédures (nettoyage, consignes de sécurité, plans d'urgence).

Cette visite a eu lieu le même jour que l'inspection du silo de Mont.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EURALIS CEREALES
- RTE NATIONALE 117 64270 Ramous
- Code AIOT : 0005202782
- Régime : Déclaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les installations de l'établissement Euralis Céréales sont constituées principalement :

- d'un silo vertical de 11 000 m3 relevant du régime de la déclaration avec contrôle ;
- de deux séchoirs SATIG d'une puissance totale de 10.8 MW relevant du régime de la déclaration avec contrôle.

Le site comprend également un silo plat de 42 667 m3, qui n'est plus exploité pour le stockage de céréales et pour lequel une cessation a été actée par l'inspection le 15 janvier 2024, faisant passer le site du régime de l'enregistrement au régime de la déclaration avec contrôle. La cessation comprenait :

- la cessation d'activité du silo plat qui relevait de la rubrique 2160-1-a (régime E),
- le démantèlement du séchoir OMNIUM qui représentait une puissance de 5,6 MW,
- la cessation des activités de collecte de déchets dangereux et non dangereux qui relevaient respectivement des rubriques 2710-1b (régime DC) et 2710-2c (régime DC),
- la cessation des activités de transit de déchets non dangereux de type papiers/cartons, etc. qui relevaient de la rubrique 2714-a (régime DC),
- la cessation des activités de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses, qui relevaient de la rubrique 2718-2 (régime DC).

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prévention des risques liés à la conformité	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Prévention du risque d'empoussièr ement	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.3	Demande d'action corrective	3 mois
5	Fonctionnement des installations de transfert des grains	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.16	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	Consignes générales.	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accès au site	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de vérifier sur site la cessation effective des activités de stockage du silo plat, le démantèlement du séchoir OMNIUM et les activités de collecte et de transit de déchets.

L'inspection a relevé des non-conformités nécessitant des actions correctives. L'exploitant doit procéder à l'installation d'une colonne sèche dans la tour de manutention du silo vertical et la mise en place d'une réserve incendie de 120 m³. Avant la prochaine collecte, l'exploitant doit équiper les équipements de manutention des capteurs obligatoires (déport de bandes, bourrage, rotation).

Concernant la conformité électrique, l'exploitant doit, sous 6 mois :

- Soit démontrer la conformité des circuits terminaux desservant les locaux à risque d'incendie via l'installation de dispositifs différentiels résiduels (DDR) ≤ 300 mA,
- Soit justifier par écrit, sur la base d'une analyse technique ou réglementaire, pourquoi cette protection n'est pas nécessaire dans son installation.

Dans les deux cas, les éléments doivent être transmis à l'inspection pour validation.

L'exploitant doit mettre en place un plan de nettoyage préventif formalisé pour les armoires électriques et réviser la procédure de nettoyage (empoussièrément) pour clarifier les fréquences, les déclencheurs et les modalités d'intervention en hauteur.

La visite de site a permis de vérifier les accès des services de secours, de vérifier l'empoussièrement cellules hautes du silo vertical, de la zone séchoirs des niveaux -2 et -1 de la tour de manutention et l'affichage des consignes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Prescription contrôlée : Le silo est conçu et aménagé de manière à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. Il est desservi, sur au moins une face, par une voie engins ou par une voie échelles si le plancher bas du niveau le plus haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie. Les éléments d'information (schémas d'évacuation, etc.) nécessaires à de telles interventions sont rédigés par l'exploitant et affichés en des endroits fréquentés par le personnel. De plus, ils sont matérialisés de manière apparente.
Constats : Lors de la visite de site, la zone d'accès au sécheur et silo a été inspectée. Un espace de plus de 10 mètres est disponible en façade nord des séchoirs et du silo vertical permettant ainsi la mise en place de voie échelles. L'exploitant a mentionné que les services de secours connaissent le site, qu'ils utilisent pour entraînement. L'exploitant a présenté les fiches réflexe de gestion des situations d'urgence pour le silo de Ramous, en date du 01/10/2025, disponibles à l'accueil du site. Le document présente les zones à risques, et le point de rassemblement, ainsi que les procédures de mesures d'urgence.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des risques liés à la conformité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risques liés aux installations électriques
Prescription contrôlée : [.../...] L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement un rapport annuel effectué par un organisme compétent. Ce rapport comporte : - une description des équipements et appareils présents dans les zones où peuvent apparaître des explosions, les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations ou les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions du décret mentionné ci-dessus ; - les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations électriques dans tout le site et, le cas échéant, les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions de

l'article 422 de la norme NF C 15-100. L'ensemble des non-conformités est levé sous un an.

Constats :

Le 14 janvier 2026, l'exploitant a transmis les documents suivants:

- Le rapport de vérification des installations électriques des silos au titre de la réglementation ICPE par Bureau Veritas du 31 janvier 2024. Ce rapport ne contenait pas d'observations.
- Le rapport de vérification des installations électriques des silos au titre de la réglementation ICPE par Bureau Veritas du 10 janvier 2025, contenant 1 observation, relative à la présence de poussières dans les armoires électriques.
- Le compte rendu de vérification périodique des installations électriques Q18 par Bureau Veritas daté du 31 janvier 2024, contenant 5 observations,
- Le compte rendu de vérification périodique des installations électriques Q18 par Bureau Veritas daté du 10 janvier 2025, contenant 3 observations.

Concernant les rapports au titre de la réglementation ICPE, l'exploitant n'a pas mis à disposition de l'organisme de contrôle les documents demandés par celui-ci : le plan des zones à risques d'explosion, la liste actualisée des locaux classés à risque d'incendie ainsi que le Document Relatif à la Protection contre les Explosions (DRPE) complété avec la liste actualisée des équipements situés dans les zones ATEX et leurs caractéristiques. Cette omission concerne les rapports de 2024 et 2025.

En conséquence, un nombre important d'éléments n'ont pas été vérifiés, tels que la conformité aux réglementations en vigueur des matériels électriques présents dans les zones à risques d'explosion, l'appartenance des appareils électriques aux catégories 1D, 2D ou 3D (décret n° 96-1010 du 19/11/1996) ou indice de protection minimale IP 5X et respect des températures de surface ou la conformité des installations électriques aux prescriptions de l'article 422 de la NF C 15-100.

L'inspection rappelle que pour que l'organisme puisse effectuer un contrôle cohérent, il est nécessaire de fournir les pièces demandées.

L'exploitant a indiqué disposer d'un plan d'action pour mettre à jour les documents demandés, notamment, la liste actualisée des locaux classés à risque d'incendie, afin de pouvoir fournir prochainement ces éléments à l'organisme de contrôle.

Les compte rendus Q18 font état d'une vérification complète des installations électriques de l'établissement et concluent pour les rapports de 2024 et 2025 que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

Les observations de 2024 n'apparaissent pas au rapport de 2025 et, selon l'exploitant, ont toutes été résorbées, à l'exception d'une observation concernant le nettoyage de matières inflammables accumulées sur les appareillages et les canalisations du coffret de l'atelier égrenage, qui réapparaît dans le rapport de 2025.

Cette observation a été signalée pour la première fois en 2022. Bien que nettoyées, la poussière réapparaît. L'exploitant n'a pas mis en place de plan de nettoyage préventif formalisé pour les

armoires électriques, qui permettrait d'attester une approche proactive de la gestion de la poussière dans les armoires électriques. .

La résorption des observation est suivie depuis 2025 via la plateforme BV link, qui a été présentée lors de l'inspection. Les trois observations du rapport Q18 de 2025 ont été levées lors de l'intervention du 20 janvier 2026.

Les rapports Q18 de 2024 et 2025 comportent le constat de l'existence de locaux à risques d'incendie et/ou zones à risque d'explosion pour lesquels l'installation ne répond à aucune des deux conditions suivantes :

- présence, bonne adaptation, bon fonctionnement du ou des dispositifs assurant la signalisation ou la coupure au 1er défaut d'isolement
- protection des circuits alimentant ces locaux ou zones par dispositifs à courant différentiel résiduel de seuil égal à 300 mA

Selon l'exploitant, cette mention est liée à l'absence de documentation formalisée concernant la liste actualisée des locaux classés à risque d'incendie, et l'exploitant affirme que l'installation est conforme, sans pour autant apporter les éléments lors de l'inspection.

Lors de la visite de site, l'inspection a constaté que les armoires de l'atelier égrennage ont été nettoyées et ne présentent pas d'empoussièrement important.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 3 mois, l'exploitant met en place un plan de nettoyage préventif formalisé pour les armoires électriques.

Sous 6 mois, l'exploitant doit :

- Soit démontrer la conformité des circuits terminaux desservant les locaux à risque d'incendie via l'installation de dispositifs différentiels résiduels (DDR) ≤ 300 mA,
- Soit justifier par écrit, sur la base d'une analyse technique ou réglementaire, pourquoi cette protection n'est pas nécessaire dans son installation.

Dans les deux cas, les éléments doivent être transmis à l'inspection.

Sous 6 mois, l'exploitant formalise les documents demandés par l'organisme de contrôle afin que le rapport au titre de la réglementation ICPE puisse être établi en considération de ces documents. L'exploitant transmet ces documents à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Prévention du risque d'empoussièrement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de nettoyage

Prescription contrôlée :

Tous les silos, ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel, sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements. La quantité de poussière n'est pas supérieure à 50 g/m². La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les consignes organisationnelles.

Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage et les contrôles de la propreté sont renforcés dans les périodes de très forte activité et cela est précisé à travers des consignes écrites. Le nettoyage est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. L'appareil utilisé pour le nettoyage présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion et est adapté aux produits et poussières. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage, tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé, fait l'objet de consignes particulières. [...]

Constats :

La visite de site a inclus la vérification de l'empoussièrement des zones suivantes :

- la zone séchoirs
- les niveaux -2 et -1 de la tour de manutention du silo vertical
- cellules hautes du silo vertical.

L'inspection a constaté une accumulation de poussière au niveau des passerelles des cellules hautes du silo vertical, notamment sur la passerelle du TC5. La poussière s'est accumulée pour former environ 10 à 20 mm d'épaisseur au niveau des rambardes. L'inspection a demandé un nettoyage de la zone au plus vite, et l'exploitant a fourni les photos datées du 23 janvier 2026, justifiant que le nettoyage a été effectué pour les zones accessibles par les opérateurs.

La zone séchoirs présentait un peu de poussière, notamment sur le sol, où le témoin empoussièrement était peu visible. Le nettoyage s'est poursuivi le 26 janvier pour la zone séchoirs, et l'exploitant a transmis les photos justificatives du nettoyage, dont la reprise de la peinture du témoin d'empoussièrement.

L'inspection a constaté que certaines zones, comme les tuyauteries du niveau -2 de la tour de manutention, ne sont pas accessibles sans travail en hauteur; le nettoyage ne peut donc pas être effectué par le personnel silo.

L'inspection constate que lors de l'inspection des galeries sous cellule, la porte de découplage de la galerie de liaison entre le silo vertical et le silo plat était bloquée en position ouverte par un tuyau flexible d'eau. La porte de découplage a été refermée par le chef de silo.

L'inspection rappelle que les portes de découplage doivent impérativement être fermées afin de pouvoir assumer leur fonction de découplage.

L'inspection a constaté dans la zone du transporteur à bande TB12 un stockage de pièces mécaniques en désordre, permettant l'accumulation de poussières dans la zone.

L'exploitant a présenté la procédure de nettoyage des installations, PRO EXP 11, en date du 01/08/2024. Cette procédure est commune à toutes ses installations et détaille le nettoyage à effectuer selon les zones. La procédure détaille la fréquence de contrôle mais ne détaille pas la fréquence de nettoyage, qui est déterminée en fonction du contrôle. Dans sa procédure, l'exploitant n'identifie pas de nettoyage à faire par des sociétés spécialisées dans le travail en hauteur.

Pour les cellules de stockage, le nettoyage doit être effectué :

- Avant collecte,
- A chaque changement de produit,
- Selon le résultat des rondes de stockage et de sanitation
- et a chaque détection d'anomalie lors du stockage (mauvaise conservation du grain, détection de points chauds et d'insectes).

Pour les zones ATEX, la procédure définit que la fréquence de nettoyage doit être selon les zones ATEX définies par silos:

- HZ: Selon le résultat des rondes de stockage et de sanitation
- Z21: Tous les 15 jours
- Z22: Tous les mois

Interrogé sur ces fréquences, l'exploitant n'a pas su expliquer les actions à mener pour nettoyer tous les 15 jours ou tous les mois les zones 21 et zone 22.

Les nettoyages sont enregistrés dans le cahier de Ronde de stockage, le cahier de Ronde de sanitation et le Cahier silo par le personnel silo.

L'exploitant a transmis le cahier de Ronde de stockage, et le Cahier silo qui sont tous deux dématérialisés. Le cahier de ronde comporte 18 entrées en 12 mois, ce qui ne reflète pas une fréquence de nettoyage conforme aux exigences. Il ne semble pas forcément y avoir de corrélation entre les entrées correspondant au nettoyage dans le cahier silo et le nettoyage demandé dans la procédure.

Le cahier de ronde stockage a été renseigné pour 11 dates depuis octobre 2025, et fait apparaître une propreté moyenne du Vieux silo (cellules rondes) depuis le 11 décembre 2025. (soit 5 entrées consécutives) Il n'apparaît pas dans les documents transmis que des actions aient été prise pour entreprendre des opérations de nettoyage.

Malgré les actions correctives de nettoyage mis en place par l'exploitant, la procédure reste insuffisante ou n'est pas suffisamment bien appliquée pour s'assurer d'un nettoyage adéquat de l'installation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 3 mois, l'exploitant améliore de sa procédure de nettoyage, ainsi que l'enregistrement des nettoyages, notamment pour :

- préciser les modalités de nettoyage des zones inaccessibles (prestataire extérieur,

<p>équipement spécifique),</p> <ul style="list-style-type: none"> • permettre de faire le lien entre le nettoyage et les facteurs déclenchant le nettoyage de la procédure de nettoyage, • ajouter des règles claires sur le déclenchement des nettoyages dès qu'il est identifié que la propreté est médiocre, • clarifier l'attendu concernant les nettoyages des zones ATEX. <p>L'exploitant transmet la procédure révisée et les modèles des documents permettant l'enregistrement à l'inspection. Un contrôle inopiné pourra être effectué pour vérifier la mise en œuvre des actions.</p> <p>Sous 3 mois, l'exploitant range la zone de stockage de pièces mécaniques proche du transporteur à bande TB12 et effectue un dépoussiérage de la zone.</p> <p>Avant la prochaine collecte, et au maximum sous 9 mois, l'exploitant planifie et réalise un nettoyage complet des zones non accessibles par le personnel silo, notamment au niveau des as de carreaux des cellules du silo vertical et au niveau -2 de la tour de manutention. L'exploitant transmet les photos justifiant que les zones difficilement accessibles ont été nettoyées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant, correctement répartis sur la superficie à protéger et appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux en nombre défini en fonction des sinistres potentiels, d'un débit minimum de 60 m3/h chacun pendant deux heures), publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes d'une capacité en rapport avec le sinistre potentiel à combattre, au minimum de 120 m3 ; la combinaison de ces moyens est possible, sous réserve de pouvoir disposer d'une ressource globale de 60 m3/h pendant deux heures exploitable par les engins de pompe ; - des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; - un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ; - des colonnes sèches dédiées. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le changement de régime du site a été actée par le courrier du 15 janvier 2024. Le site est depuis ce jour un site relevant du régime Déclaration Contrôle (DC).</p>

Le 14 janvier 2026, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle des installations classées soumises à déclaration ICPE-DEC : contrôle périodique - rubrique 2160-2 du 4 septembre 2025.

Le rapport fait état des non conformités majeures pour l'article 4.3 de l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 :

- Présence des moyens de secours contre l'incendie (Code Obs: EL/150925/185329/0) Absence de colonne sèche dans les deux tours de manutention. Présence d'une réserve incendie de 65 m3 (volume supposé et insuffisant) avec poteau incendie déporté mais dont le débit délivré n'est pas connu
- Présence d'un justificatif de contrôle annuel des équipements (Code Obs: EL/150925/185549/0) Absence de colonne sèche dans les deux tours de manutention Absence de rapport de vérification annuel du poteau déporté de la réserve incendie. Test poteau sous 3 mois

Le 14 janvier 2026, l'exploitant a transmis le plan de résorption des non conformités majeures. L'exploitant prévoit d'équiper la tour de manutention du silo vertical d'une colonne sèche à échéance du septembre 2026 et d'implanter une réserve souple d'un volume de 120 m3 pour juin 2026. Le silo plat, dont les équipements de manutention ont été consignés, ne sera pas équipé.

L'exploitant prévoit de tester le poteau associé à la réserve existante sous 3 mois.

L'exploitant a fourni le devis en date du 12/01/2026 pour installer une bache incendie de volume de 120 m3 et un devis en date du 20/01/2026 pour l'installation d'une colonne sèche, pour lesquels les commandes ne sont pas encore passées.

L'exploitant a fourni le rapport d'intervention préventive sur le parc extincteur en date du 28 janvier 2025, qui n'appelle pas d'observations.

Lors de la visite de site, l'inspection a constaté la présence de la bache enterrée à l'entrée du site et son poteau dédié.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 3 mois, l'exploitant teste le poteau associé à la réserve existante.

Avant la prochaine collecte, et au maximum sous 9 mois, l'exploitant implante une bache incendie de volume de 120 m3 et installe une colonne sèche sur la tour de manutention du silo vertical.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Fonctionnement des installations de transfert des grains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.16

Thème(s) : Risques accidentels, Fonctionnement des installations de transfert des grains

Prescription contrôlée :

Les équipements/matériels mécaniques sont protégés contre la pénétration des poussières, ils

sont convenablement lubrifiés. Les installations de dépoussiérage, élévateurs, transporteurs ou moteurs sont asservis à des dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et sont reliés à une alarme sonore ou visuelle.

Le fonctionnement des équipements de manutention est asservi au fonctionnement des installations de dépoussiérage si elles existent : ces équipements ne démarrent que si les systèmes de dépoussiérage fonctionnent et, en cas d'arrêt, le circuit passe immédiatement en phase de vidange et s'arrête une fois la vidange terminée ou après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.

Les transporteurs à chaîne sont équipés de détecteurs de bourrage, les élévateurs sont équipés de détecteurs de déport de sangles et les transporteurs à bandes sont munis de capteurs de déport de bandes. De plus, les transporteurs à bandes et les élévateurs sont munis de contrôleurs de rotation. Ces capteurs arrêtent l'installation après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes.

Les bandes de transporteurs respectent la norme NF EN ISO 340, version avril 2005, ou les normes NF EN 12881-1, version juillet 2008, et NF EN 12881-2, version juin 2008 (bandes difficilement propagatrices de la flamme). Cette disposition n'est applicable aux installations existantes qu'en cas de remplacement d'une bande de transporteurs. Si le transport des produits est effectué par voie pneumatique, la taille des conduites est calculée de manière à assurer une vitesse supérieure à 15 m/s pour éviter les dépôts ou bourrages. Les gaines d'élévateur sont munies de regards ou de trappes de visite. Ces derniers ne peuvent être ouverts que par du personnel qualifié.

Constats :

Le 14 janvier 2026, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle des installations classées soumises à déclaration ICPE-DEC : contrôle périodique - rubrique 2160-2 du 4 septembre 2025.

Le rapport fait état des non conformités majeures suivantes pour l'article 4.16 de l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007:

- Présence d'un asservissement de la manutention (Code Obs : EL/150925/190027/0) Malgré l'asservissement des équipements de manutention au système de dépoussiérage, il est possible de démarrer les élévateurs manuellement avant le système de dépoussiérage (position 2 sur le tableau de contrôle).
- Présence capteurs de déport de bandes/sangles, détecteurs de bourrage et contrôleurs de rotation sur les équipements concernés Code Obs : (EL/150925/190255/0). Absence de déport de sangle sur : EL6/EL8/E1/E2, Absence de contrôleur de rotation sur : EL3, Absence de détecteur de bourrage sur : TC11/TC8, Absence de contrôleur de rotation sur : TB11/TB14/TB12/TB1.
- Bandes difficilement propagatrices de la flamme (Code Obs : EL/150925/190520/0) Absence marquage NF EN ISO 340 ou NF EN 12881-1 ou NF EN 12881-2 ou d'attestation de la caractéristique difficilement propagatrice de la flamme de la bande TB12.

Le 14 janvier 2026, l'exploitant a transmis le plan de résorption des non conformités majeures. L'exploitant prévoit de :

- Modifier l'asservissement de l'aspiration à la manutention pour avril 2026.
- compléter l'instrumentation pour les élévateurs, les transporteurs à bande et les transporteurs à chaîne encore en fonction. Les équipements non utilisés et consignés ne seront pas équipés.
- collecter le justificatif de la caractéristique des bandes transporteuses

Lors de la visite de site, l'inspection a pu constater l'absence de clé sur le poste de démarrage de

l'unité, ne permettant pas de démarrer l'installation en mode manuel. La fonctionnalité du mode manuel a cependant été conservée pour être utilisée lors des périodes de maintenance. L'exploitant devra modifier le plan de prévention / les permis de travail pour garantir que :

- La clé de verrouillage du mode manuel soit retirée systématiquement après utilisation,
- Le mode automatique soit réactivé par défaut, afin d'assurer en permanence l'asservissement des équipements de manutention au système de dépoussiérage.

L'inspection a pu constater la consignation électrique des équipements de manutention suivants ; en date du 19 janvier 2026 : TB9/TB3/TB4/TB44/EI1/EI2/TB5/TB6/TC7/EI3/EI8/TC12, dont l'attestation de consignation a été fournie.

Concernant le transporteur à bande TB12, l'exploitant a fourni l'attestation de test de la bande EP400/3 4+2, statuant sur le respect de la norme ISO 340.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 6 mois, l'exploitant devra modifier le plan de prévention / les permis de travail pour garantir que :

- La clé de verrouillage du mode manuel soit retirée systématiquement après utilisation,
- Le mode automatique soit réactivé par défaut, afin d'assurer en permanence l'asservissement des équipements de manutention au système de dépoussiérage.

Avant la prochaine collecte, et au maximum sous 9 mois, l'exploitant équipe les équipements de manutention suivants de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident, en accord avec l'article 4.16 de l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 : EL6, TC11, TC8, TB11, TB14, TB12, TB1.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Consignes générales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article 4.7

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation visées au point 4.1 " incendie " et " explosions " ;
- l'obligation du "permis d'intervention ou du permis de feu" pour les parties de l'installation visées au point 4.1 ;

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ;
- l'obligation de disposer d'une procédure de mise en sécurité permettant, en cas d'arrêt prolongé de la manutention, de mettre hors tension tout appareil et tout équipement ne concourant pas à la bonne conservation des grains (hors circuit spécifique lié à la ventilation, les automates de gestion et la silothermométrie) ;

[...]

Constats :

Lors de la visite du site, l'inspection a pu constater les affichages d'interdiction de souder ou d'apporter du feu et a pu consulter des permis feu récents.

L'inspection a pris connaissance des fiches réflexe qui sont à disposition à l'accueil, et qui détaillent :

- les procédures d'arrêt d'urgence
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours

Bien que le numéro de téléphone de la DREAL soit disponible dans les fiches réflexe, le document doit être amélioré pour spécifier l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitant ne dispose pas d'une procédure de mise en sécurité permettant, en cas d'arrêt prolongé de la manutention, de mettre hors tension tout appareil et tout équipement ne concourant pas à la bonne conservation des grains (hors circuit spécifique lié à la ventilation, les automates de gestion et la silothermométrie). Au vu des arrêts prolongés des séchoirs notamment, l'inspection demande à l'exploitant de développer cette procédure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 3 mois, l'exploitant améliore les fiches réflexe pour spécifier l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Sous 6 mois, l'exploitant développe une procédure de mise en sécurité permettant, en cas d'arrêt prolongé de la manutention, de mettre hors tension tout appareil et tout équipement ne concourant pas à la bonne conservation des grains (hors circuit spécifique lié à la ventilation, les automates de gestion et la silothermométrie) ;

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

